

Une génération d'entrepreneurs à l'heure de la retraite

L'ossature économique du Québec en péril?

POUR CERTAINS OBSERVATEURS, NOUS MARCHERIONS TOUT DROIT VERS UNE CATASTROPHE ÉCONOMIQUE. EST-CE LE CAS? L'ÉCONOMISTE JOËLLE NOREAU PENSE QUE NON.

Par Gilles Drouin

DES JARDINS
ENTREPRISES | 6

La démographie nous rattrape. D'un côté, toute une génération d'entrepreneurs prend de l'âge et aspire à une retraite bien méritée. De l'autre, une relève tarde à se pointer et pourrait même ne pas suffire à la demande.

Au cours des dernières années, au moins deux études ont sonné l'alarme, semant l'inquiétude et soulevant même

un léger vent de panique. Ainsi, en 1999, la firme Deloitte et Touche estimait que 75% des propriétaires d'entreprises familiales du Canada prévoyaient partir à la retraite d'ici 2014 ou 2015. En 2003, une étude américaine réalisée par le Mass Mutual et le Raymond Family Business Institute, rapportait que 40% des propriétaires d'entreprises familiales s'attendaient à céder leur place au cours des cinq prochaines années, soit au plus tard en 2008. Parmi les futurs vendeurs, 42% n'avaient pas encore choisi leur successeur.

En effet, tous ces entrepreneurs aspirant à la retraite ont créé des milliers d'entreprises, essentiellement des petites et moyennes entreprises (PME). Celles-ci formeraient l'ossature économique du Québec. Faute de relève, plusieurs pourraient disparaître, fragilisant ainsi la structure économique du Québec.

MULTIPLES FACTEURS

N'en déplaise aux friands de catastrophes, bien que la situation soit évidemment préoccupante, nous sommes encore loin de l'hécatombe. C'est ce que révèle une étude menée au début de 2008 par Joëlle Noreau avec le soutien de Chantal Routhier, respectivement économiste principale et économiste au Mouvement des caisses Desjardins. Sans nier l'importance de bien préparer la

relève des entrepreneurs qui approchent rapidement de la retraite, l'étude démontre que la situation est beaucoup moins dramatique que l'on pourrait le croire. Cette étude remet aussi en perspective la place des PME dans l'économie québécoise, faisant éclater certains mythes.

«Au cours des dernières années, écrit l'auteur de l'étude, de nombreuses statistiques ont circulé quant à la vulnérabilité



PIERRE JOOSTEN

Joëlle Noreau, économiste principale, révèle dans son étude menée au début de 2008 que l'économie québécoise n'est pas sur le point de s'effondrer, au contraire, elle est en évolution.





des PME face au vieillissement de la population. Ces chiffres ont été répétés tant et plus, si bien qu'ils ont acquis un caractère indiscutable. Cependant, il est légitime de s'interroger sur leur bien-fondé. » En fait, le changement de garde n'est qu'un facteur parmi d'autres, un des défis pourrait-on dire, qui affecte la situation des PME au Québec.

Le nombre de PME québécoises a effectivement diminué depuis l'an 2000.

De 230 068, elles sont maintenant 219 207. « Le vieillissement est une des raisons de cette baisse, explique Joëlle Noreau. Les problèmes des secteurs manufacturiers et forestiers, qui n'ont rien à voir avec l'âge des entrepreneurs, la montée du dollar canadien et la hausse du prix du pétrole, sont autant de facteurs qui ont affecté et affectent toujours grandement le nombre de PME au Québec. »

Pour expliquer cette baisse, il faut aussi tenir compte des fusions et des acquisitions d'entreprises. Dans bien des cas, il ne s'agit pas nécessairement d'une mauvaise nouvelle. « Les entreprises de plus grande taille sont souvent plus fortes et peuvent mieux affronter la concurrence internationale, une menace bien réelle celle-là », note Joëlle Noreau. Toutefois, l'économiste principale reconnaît aisément que la vente d'une entreprise peut signifier une perte de pouvoir pour les acteurs économiques locaux et régionaux. L'usine essentielle à la vie d'une communauté devient parfois une unité de production impersonnelle, un petit drapeau sur une carte.

QUELQUES MYTHES

Le changement de garde, peu importe son rythme, constitue-t-il vraiment une menace pour l'économie québécoise? Une des inquiétudes à cet égard naît de l'importance des PME dans notre économie. Les PME formeraient l'ossature économique du Québec, son affaiblissement aurait donc des conséquences néfastes.

Or, selon l'étude des économistes de Desjardins, les petites et moyennes entreprises ne pèsent peut-être pas aussi lourdement dans notre économie que nous avons tendance à le croire. « Faute de statistiques complètes, nuance immédiatement Joëlle Noreau, il est difficile de cerner la part réelle des PME dans l'économie, d'autant plus que la définition d'une PME varie d'un organisme à l'autre. »

Aux fins de l'étude, les économistes ont retenu la définition de PME du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation : toutes les entreprises qui comptent de 1 à 199 employés. À première vue, ces entreprises impression-

nent. En effet, les PME représentent 99 % des entreprises québécoises. En y regardant de plus près, on constate que 90 % des entreprises québécoises comptent moins de 20 employés, ce qui les classe en fait dans la catégorie des petites entreprises et des microentreprises (voir encadré 1).

L'idée que l'économie du Québec repose sur les PME serait-elle donc valable? Ne sautons pas trop vite aux conclusions. Malgré leur avantage numérique écrasant, les PME ne représentent que 25 % du produit intérieur brut (PIB) du Québec. Elles sont aussi à l'origine de 40 % de nos exportations québécoises. C'est donc dire que le 1 % de grandes et très grandes entreprises pèse très lourdement dans la balance économique du Québec.

Incidemment, même l'idée d'un Québec royaume de la PME ne tient pas la route. En moyenne, la PME canadienne est à l'origine de 24 % du PIB national. En Ontario, ce pourcentage est de 22 %. « Ces pourcentages correspondent aussi à ce que l'on retrouve un peu partout en Europe de l'Ouest, ajoute Joëlle Noreau. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'idée que l'économie du Québec repose essentiellement sur les PME est mise à mal. »

MICRO, MOYENNE, GRANDE...

Les catégories d'entreprises sont définies en fonction du nombre d'employés.

Selon le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (total au Québec en 2000 et 2007).

	2000	2007
Micro: 1 à 4	150 278	153 558
Petite: 5 à 19	57 154	47 686
Moyenne: 20 à 199	22 636	17 963
Grande: 200 à 499	870	863
Très grande: 500 et plus	612	638

Sources pour le nombre d'entreprises: Statistique Canada, Registre des entreprises et Desjardins, Études économiques.

HOMO ENTREPRENEUS

L'entrepreneur québécois est un homme dans 71 % des cas.

Moins d'une entreprise sur cinq (19 %) a été créée par une femme.

Une entreprise sur dix est gouvernée par un partenariat mixte.

Les entrepreneurs vieillissent: en 2007, les 55 ans et plus représentent 27 % des entrepreneurs québécois. En 2002, ils comptaient pour 20 %.

Plus de 85 % des entrepreneurs ont 35 ans et plus.

Les moins de 30 ans comptent pour 3 % des entrepreneurs.

En ce qui concerne l'emploi, les très grandes entreprises (500 employés et plus) donnent du travail à plus de 40 % des salariés, alors qu'elles ne représentent pourtant que 0,3 % des entreprises au Québec. Les PME engagent 54 % des salariés.

Les grandes entreprises sont aussi celles qui ont créé le plus d'emplois. Ainsi, entre 2000 et 2006, le Québec a connu un gain net de 246 000 emplois salariés. De ce nombre, 160 000 personnes ont trouvé un travail auprès des sociétés de 500 employés et plus. «Les PME jouent un rôle essentiel dans la création d'emplois, remarque Joëlle Noreau, mais l'idée qu'elles sont les seules créatrices d'emplois au Québec ne tient pas la route. Les championnes demeurent les très grandes entreprises.» Incidemment, en distribuant de nombreux contrats en sous-traitance aux PME, les grandes entreprises jouent aussi un rôle de locomotives économiques qui ne doit pas être sous-estimé dans l'apport économique des PME.

PRÉVOIR SANS CRIER AU LOUP

La loupe permet de dégager un portrait un peu moins sombre que le prédisent certains scénarios catastrophistes élaborés au cours des dernières années. Mieux encore, les données récentes de Statistique Canada révèlent que les baby-boomers, dont les entrepreneurs, sont un peu moins pressés de prendre leur retraite. La retraite survient également un peu plus tard chez les hommes que chez les femmes, et aussi plus tard dans le secteur privé que dans le public. Or, plus

de 70 % des entreprises sont dirigées par des hommes. Par ailleurs, les travailleurs autonomes, qui alimentent le flot des microentreprises (70 % des entreprises comptent de 1 à 4 employés), prennent leur retraite plus tard, soit en moyenne à 63,7 ans, comparativement à 59,9 ans, en 2007.

En définitive, l'étude des économistes de Desjardins montre qu'il n'y a pas lieu de paniquer. Cela ne veut cependant pas dire de jouer à l'autruche. «Les spécialistes estiment qu'il faut près de 10 ans pour préparer la relève, remarque Joëlle Noreau. En agissant maintenant, on évite les lendemains qui déchantent, d'autant plus que l'on peut de moins en moins compter sur la naissance de nouvelles entreprises pour prendre le relais.»

L'économiste se réjouit du fait que plusieurs acteurs économiques se préoccupent déjà de la question.

«Il s'agit d'un des axes d'intervention de la planification stratégique du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation», remarque-t-elle. Au sein du Mouvement des caisses Desjardins, les gens des centres financiers aux entreprises sont déjà très conscients de l'importance de préparer la relève. Ils sont prêts à soutenir, en collaboration avec des filiales comme Desjardins Capital de risque, le passage du flambeau.

L'ossature économique du Québec ne souffre pas d'ostéoporose. Elle ne devrait pas s'écrouler parce que bon nombre de ses bâtisseurs prennent de l'âge. En fait, les prochaines années seront peut-être généreuses en occasions de renforcer cette structure par des fusions d'entreprises et des consolidations de secteurs qui verront émerger des joueurs encore plus solides. Pour la génération montante, la relève de la garde représente aussi une occasion de sauter dans un train en marche afin de le conduire encore plus loin. «On peut s'attendre à une réduction du nombre d'entreprises au Québec au cours des prochaines années, conclut Joëlle Noreau. Toutefois, l'ossature de l'économie québécoise n'est pas en train de se rompre; elle évolue.»

TROUVER UN ACHETEUR

Vous êtes à la recherche d'un acheteur pour votre entreprise? Le site Web Acquisition.biz met en relation des acheteurs et des vendeurs d'entreprises grâce à un service efficace et confidentiel.

Le site compte plusieurs avantages, dont certainement celui de rejoindre quotidiennement des milliers d'acheteurs, intéressés et motivés, en recherche active d'entreprises. Ce site est conçu pour tous les types d'entreprises; sa consultation est gratuite et sécurisée par un système de communication qui protège les renseignements personnels en tout temps.

Plus performant que les annonces traditionnelles ou que le bouche à oreille, le site Web Acquisition.biz donne accès à une description détaillée et riche en renseignements. Évidemment, par souci de confidentialité, le propriétaire du compte reste maître de tout ce qui est affiché, sans même avoir besoin de divulguer l'identité de l'entreprise.